

SUD éducation Alsace

c/o Solidaires - Maison des Syndicats, 1 rue Sédillot - 67000 Strasbourg 03 67 15 28 80 ou 06 07 27 78 96 ou 06 65 39 72 67 sudeducalsace@gmail.com - http://sudeducalsace.info/



Face aux matraques et aux paroles en chocolat : convergenceS des luttes !
Nous sommes toutes & tous concerné.e.s par les attaques sur les hôpitaux, les EPAD,
l'école, les transports, la retraite, les droits des chômeur.euses, la baisse des APL,
la justice, la poste...Jamais nous avons eu à faire face en même temps à une telle
casse des services publics et de nos droits !



UNISSONS-NOUS, CHEMINOT.ES, ÉTUDIANT.E.S, ENSEIGNANT.E.S, INFIRMIÈR.E.S, AIDES SOIGNANT.E.S, CHÔMEUR.EUSES, RETRAITÉ.E.S, POSTIER.E.S,... DEVANT TANT DE MÉPRIS :

AG - MANIFESTATION - GREVE



ORGANISONS LA RIPOSTE! MÊME MACRON, MÊME COMBAT!

L'école n'est pas une MARCHANDISE

À la maternelle :

Le passage de l'instruction obligatoire à 3 ans se fera sans moyens supplémentaires... et obligera les communes à financer les écoles privées (loi Debré et loi Carle)! La différence de moyens entre les communes accentuera l'inégalité scolaire. Le changement de statut des ATSEM les obligera à assurer les tâches auparavant dévolues aux AVS ou aux animateur-trices périscolaires!

À l'école élémentaire :

L'annonce de CP dédoublés dans l'éducation prioritaire à moyens constants a pour triple conséquence l'augmentation du nombre d'élèves dans les autres classes, la pénurie des titulaires brigades et l'augmentation du recours aux contrats précaires!

Dans les collèges REP et REP+:

A la rentrée prochaine, les collèges des réseaux d'éducation prioritaire perdent brutalement des postes surnuméraires ainsi que les heures supplémentaires d'enseignement qui leur étaient jusque-là allouées, soit 0,5 heure par division. Ces pertes remettent en question des dispositifs pédagogiques qui permettaient d'apporter une aide réelle à des élèves issus, pour la plupart, de catégories socioprofessionnelles défavorisées : cours en demiclasses, co-intervention, accompagnement à l'orientation, accueil personnalisé des élèves d'UPE2A...

Au lycée professionnel:

La réforme porte un rude coup à l'enseignement professionnel scolaire. Claironner partout vouloir faire des «Harvard du professionnel» c'est bien. Mais dans la vrai vie la plupart des DHG de SEP et LP sont ponctionnées dès cette année et l'on nous promet une place accrue du patronat dans le choix des formations et la rédaction des référentiels, la casse du cadre national des diplômes, la mise en danger du statut de PLP et la transformation de la voie pro en antichambre de l'apprentissage .

Au lycée général et techno:

La réforme est encore floue sur le contenu des enseignements, mais avec la répartition des horaires, on constate une baisse dans certaines matières, le non-dédoublement des cours en groupes à effectif réduit, et la fin de l'AP. La disparition des filières et l'autonomie des établissements vont de fait entraîner la disparition de la carte scolaire et donc permettre aux chefs d'établissements de choisir les élèves. L'estimation pour la seule première année de mise en place est entre 5 et 10 000 suppressions de poste. De plus, les classes seront globalement plus chargées (puisque sans filière), sauf pour une partie des enseignements de spécialités et options. Les seuils des effectifs par classe seront donc toujours à 36 élèves.

A l'université:

> Parcoursup est une usine à gaz : la formulation de 10 voeux non hiérarchisés par lycéen-nes et le refus du gouvernement d'autoriser les classements ex-aequo contribuent à faire deParcoursup un outil injuste et inutilisable. Il sera humainement impossible d'examiner les voeux des élèves, et des algorithmes vont être mis en place pour le faire. Frédérique Vidal ment donc éhontément quand elle déclare que les lettres des élèves seront lues par les équipes pédagogiques. Plusieurs facs ont déjà annoncé qu'ils et elles refuseraient de classer les demandes dans Parcoursup et réfléchissent aux moyens de contourner le système.

> La sélection à l'entrée de l'université (loi ORE) donne la possibilité à chaque université de créer des attendus locaux, mettant fin à la garantie d'accès à l'enseignement supérieur par le baccaluréat.

Beaucoup de raisons de faire grève le 19 avril 2018 ... et après!

- Poursuite des baisses d'effectifs, alors que les agent.e.s, tous services confondus, croulent sous la charge de travail.
- La mise en application des réformes déjà engagées : numéro unique pour le renseignement, centralisation des services (régions fusionnées), recours aux prestataires extérieurs de plus en plus importantes ...
- Projets de suppression des CHSCT (Comité hygiène, sécurité et conditions de travail) et de réduction des attributions des CAP (Commissions administratives paritaires).
- Élargissement des recrutements précaires par contrat plutôt que statutaires.
- Rémunération individualisée intégrant une part encore plus forte au « mérite ».
- Systématisation de l'administration numérique au détriment de l'accueil du public et de l'égali té d'accès.
- Remise en cause du service public de transport ferroviaire et de la desserte des territoires ruraux.

Sans oublier:

- Le démantèlement des EREA : http://www.sudeducation.org/Stop-au-demantelement-des-EREA.html
- La fermetures des CIO et à la régionalisation de l'orientation! http://www.sudeducation.org/Non-a-la-fermeture-des-CIO-et-a-la.html

- La 'formation'-formatage dans le premier degré :
- http://www.sudeducation.org/Non-a-la-formation-formatage.html
- La fermeture de classes, la baisse du recrutement aux concours, la suppression annoncéede 120 000 emplois dans la fonction publique...

Jeudi 19 avril : Convergence des luttes!

Rassemblement contre la fermeture des CIO et la régionalisation de l'orientation : 10h30 devant le rectorat de Strasbourg (rue de la Toussaint)

Manifestation 14h place de la gare à Strasbourg 14h30 place de la bourse à Mulhouse